

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 47 (2025)

Faits saillants

- ❖ Singapour : en octobre, progression des exportations au plus haut depuis trois ans
- ❖ Thaïlande : ralentissement de la croissance au T3 2025
- ❖ Birmanie : chute de 25,5 % des exportations de terres-rares vers la Chine sur les 10 premiers mois de l'année

LE CHIFFRE À RETENIR

5,2 %

Taux de croissance de la
Malaisie au T3 2025

Région

Création d'un nouveau partenariat commercial intégrant Singapour et la Malaisie

Un groupe de 16 économies petites et moyennes – dont Singapour, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse et les Émirats arabes unis – a tenu à Singapour sa première réunion ministérielle dans le cadre du Future of Investment and Trade (FIT) Partnership, lancé en septembre. Représentant de façon agrégée 3,6 % du PIB mondial, les membres ont réaffirmé la nécessité d'un système commercial prédictible, ouvert et fondé sur des règles, dans un contexte de tensions croissantes entre grandes puissances. Le vice-Premier ministre singapourien et ministre du commerce et de l'industrie, Gan Kim Yong, a souligné que l'initiative vise à renforcer l'ordre commercial multilatéral et à proposer des solutions concrètes pour faciliter les échanges, notamment en matière de résilience des chaînes d'approvisionnement et de facilitation des investissements. Le FIT n'est pas un accord de libre-échange ni un cadre juridiquement contraignant, mais un mécanisme de coordination permettant aux économies de taille moyenne d'« avoir une capacité d'action » et de piloter des mesures pratiques face aux chocs externes. La réunion a également acté l'adhésion officielle de la Malaisie et du Paraguay. Le prochain sommet ministériel se tiendra en 2026 à Auckland, sous présidence néo-zélandaise.

Indonésie

Bank Indonesia maintient son taux directeur et relève sa prévision de croissance

Bank Indonesia (BI) a laissé son taux directeur inchangé à 4,75 % pour le deuxième mois consécutif, tout en relevant sa prévision de croissance pour 2025 à 4,7-5,5 % (contre 4,6-5,4 % précédemment). Le gouverneur Perry Warjiyo a justifié cette décision par la remontée des incertitudes financières mondiales. Pour rappel, BI avait abaissé le taux directeur de 25 pdb sur trois mois consécutifs en juillet, août et septembre (cf. Brèves semaine 39). BI anticipe une accélération de l'activité au T4, portée par les dépenses des ménages, les aides sociales et la hausse de la mobilité avant les fêtes. L'inflation restant dans la cible (2,5 % $\pm$ 1 %), de nouvelles baisses de taux restent possibles, mais dépendront de l'évolution des conditions mondiales et de la stabilité de la roupie. Suite à cette annonce, la roupie indonésienne s'est appréciée mercredi 19/11, gagnant 43 points pour clôturer à 16 708 IDR pour un dollar, après avoir déjà progressé de 45 points la veille.

L'Indonésie pourrait commencer à importer du pétrole brut américain dès décembre

Dans le cadre des négociations finales d'un accord de réciprocité tarifaire avec les États-Unis, l'Indonésie prépare un nouveau dispositif d'importation d'énergie qui devrait notamment permettre à Pertamina d'acheter du pétrole américain sans appel d'offres. Cet accord, négocié avec l'administration Trump, prévoit une réduction des droits de douane américains de 32 % à 19 % en échange d'engagements d'achat indonésiens pouvant atteindre 15 Md USD de produits énergétiques, dont environ 15 millions de barils de pétrole. Le gouvernement prépare actuellement les réglementations nécessaires pour définir le mécanisme commercial et formaliser l'attribution directe à Pertamina. Selon le ministre coordinateur pour les Affaires économiques Airlangga Hartarto et le ministre de l'Énergie Bahlil Lahadalia, les premières importations de pétrole brut pourraient débuter dès décembre, s'ajoutant aux volumes de GPL GPL (gaz de pétrole liquéfié) déjà importés des États-Unis. Airlangga souligne que ce schéma ne sera pas réservé qu'à Pertamina : plusieurs entreprises privées se sont déclarées prêtes à importer jusqu'à 5 millions de tonnes de.

Jakarta veut ouvrir 600 000 hectares de nouvelles plantations de palmiers à huile

L'Indonésie prévoit d'ouvrir 600 000 hectares supplémentaires à la culture du palmier à huile sur quatre ans, première expansion annoncée depuis la fin du moratoire en 2021, afin de relancer une production jugée stagnante. Le programme inclurait 400 000

hectares de plantations « plasma », un dispositif où des compagnies agro-industrielles encadrent de petits producteurs pour développer conjointement des plantations, tandis que 200 000 hectares seraient proposés à la société publique PalmCo, avec une participation possible du secteur privé. Le gouvernement assure qu'aucune forêt ne sera défrichée, une affirmation contestée par certaines associations, qui estiment que la disponibilité foncière est insuffisante et alertent sur les risques environnementaux et sociaux. Selon le ministère de l'Agriculture, l'extension pourrait accroître la production d'environ 2 millions de tonnes, alors que les rendements nationaux, tombés à 3,8 tonnes par hectare contre plus de 4 t/ha en 2020, continuent de décliner. Cette initiative intervient alors que Jakarta envisage de relever, au second semestre 2026, la part d'huile de palme dans le biodiesel obligatoire de 40 % à 50 %, une mesure qui devrait diminuer les volumes d'huile de palme disponibles pour l'exportation.

Malaisie

Accélération confirmée de la croissance malaisienne, qui atteint 5,2 % au T3

Pour le T3 2025, le Département des statistiques malaisien (DOSM) et la banque Centrale (BNM) ont confirmé une hausse en g.a. du PIB à 5,2 %, marquant une nette accélération après les 4,4 % enregistrés au trimestre précédent. Sur les neuf premiers mois de l'année, la croissance atteint 4,7 % en g.a. La demande intérieure est le principal moteur de l'activité, avec une hausse de 5,8 %. Du point de vue de l'offre, le renforcement de l'activité se confirme : la production industrielle progresse ainsi de 4,9 %, les ventes manufacturières de 3,5 %, et les échanges commerciaux de 3,7 %, générant un excédent de 11 Md USD. Cette dynamique a conduit la banque HSBC à réviser sa prévision de croissance pour 2025 à 5,0 %, contre 4,2 % précédemment, estimant que la Malaisie pourrait devenir la deuxième économie la plus dynamique d'ASEAN, soutenue par une demande intérieure résiliente et un contexte externe moins incertain.

Plus de 68 Md USD de projets d'investissements approuvés sur les neuf premiers mois

Le ministre de l'Investissement, du Commerce et de l'Industrie (MITI) a annoncé un total d'environ 68,5 Md USD de projets d'investissements approuvés pour les neuf premiers mois de l'année 2025, en hausse de 13,2 % en g.a. Le secteur des services concentre 65,9 % de ces investissements, en hausse de 19,8 % en g.a., et totalise près de 4 000 projets, principalement orientés vers les technologies de l'information et de la communication (dont centres de données). Le secteur manufacturier représente pour sa part 32,9 % des montants prévus, porté par les semi-conducteurs ; dans cette filière, les postes qualifiés attendus représentent 45 % de la main d'œuvre. L'Etat de Johor demeure la première destination des investissements (39,1 %), confirmant notamment l'attractivité de la Zone Economique Spéciale Johor-Singapour. Les investissements étrangers atteignent 36,5 Md USD, soit 52,9 % du total. Les principaux pays d'origine sont Singapour (12,8 Md USD), la Chine (8,7 Md USD), les Etats-Unis (2,7 Md USD) et les Iles Vierges Britanniques (1,6 Md USD).

Lancement du premier passeport numérique pour batteries de véhicules électrifiés en ASEAN

Le 14 novembre, le Département des normes de Malaisie (JSM) a présenté la norme MS 2818 - Passeport batterie pour véhicules électrifiés, le premier standard de ce type en ASEAN. Dévoilé en collaboration avec l'Institut malaisien de l'automobile, de la robotique et de l'internet des objets (MARii), le MS 2818 établit un passeport numérique permettant de documenter l'ensemble du cycle de vie d'une batterie destinée aux véhicules électrifiés (EV), de la production au recyclage, afin de renforcer la traçabilité, la transparence et la durabilité du secteur.

Singapour

Rebond marqué des exportations en octobre (+ 22 %)

En octobre, les exportations domestiques hors pétrole (NODX) de Singapour ont progressé de 22,2 % en glissement annuel, après une hausse de 7,0 % en septembre, dépassant largement la prévision médiane de 7,5 % recueillie par Bloomberg. Les exportations électroniques ont bondi de 33,2 %, portées par les circuits intégrés (+40,9 %), les ordinateurs personnels (+77,7 %) et les supports de stockage (+31,4 %). Le segment non électronique a également enregistré une nette progression de 18,8 %, tiré par l'or non monétaire (+176,8 %), les produits pharmaceutiques (+25,2 %) et les machines spécialisées (+16,1 %). Parmi les dix premiers marchés d'exportation, la plupart ont affiché des gains à deux chiffres, à l'exception notable des États-Unis où les expéditions ont reculé de 12,5 %. Sur le 3^e trimestre, les NODX ressortent en baisse de 3,3% en g.a. après +7,0% au T2, amenant Enterprise SG à prévoir une croissance des NODX autour de 2,5 % sur l'année. Le rythme devrait

ralentir à 0-2 % en 2026, en raison d'un environnement commercial mondial plus incertain.

Singapour relève sa prévision de croissance 2025 à près de 4 %

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie de Singapour a relevé sa prévision de croissance pour 2025 « aux alentours de 4 % », contre une fourchette initiale de 1,5-2,5 %, portée par une performance nettement meilleure qu'anticipé au T3. Le PIB du T3 a en effet été révisé à + 4,2 % en g. a., contre une estimation avancée de 2,9 %, prolongeant la croissance de 4,7 % observée au T2 ; sur les trois premiers trimestres, la croissance moyenne atteint 4,3 %. Ce rebond a été largement stimulé par la forte demande mondiale en semi-conducteurs liée à l'intelligence artificielle, soutenant l'électronique, le commerce de gros et les services financiers. Sur une base trimestrielle désaisonnalisée, l'économie a progressé de 2,4 %, après 1,7 % au T2. Pour 2026, la croissance est attendue plus modérée, entre 1 % et 3 %, en raison d'un impact plus marqué des tarifs américains, de l'atténuation des effets de front-loading et d'un ralentissement anticipé chez plusieurs partenaires commerciaux, notamment en Chine. Malgré cela, la demande liée à l'IA devrait continuer de soutenir les secteurs manufacturiers et de services tournés vers l'extérieur, tandis que la construction restera dynamique.

Singapour lance un programme de double cotation SGX–Nasdaq pour attirer les entreprises en croissance

Singapour renforce son attractivité financière en lançant, avec le Nasdaq, un programme de double cotation destiné aux entreprises à forte croissance valorisées à 2 Md SGD (1,53 Md USD) a minima, en particulier les startups technologiques asiatiques. Le dispositif, annoncé par la Monetary Authority of Singapore (MAS), offrira à partir de mi-2026 une « voie directe et harmonisée » permettant aux sociétés de lever des fonds à la fois en Amérique du Nord et en Asie via une cotation conjointe SGX–Nasdaq : les entreprises pourront déposer un prospectus unique pour s'introduire simultanément sur les deux places financières, et les deux cotations seront interchangeable. L'initiative vise à élargir la base d'investisseurs accessibles aux entreprises tout en stimulant la liquidité du marché singapourien, parfois mis en cause pour son manque de dynamisme et la prédominance de groupes liés à l'État. Les autorités espèrent ainsi attirer davantage de licornes asiatiques, dont beaucoup se sont historiquement tournées vers les marchés américains, comme Grab ou Sea, afin de bénéficier d'une capacité de financement plus importante.

Vietnam

Approbation du plan de développement socio-économique pour 2026

L'Assemblée nationale du Vietnam a approuvé le 13 novembre le plan de développement socio-économique pour 2026, fixant un objectif de croissance du PIB d'au moins 10 %. Le PIB par habitant devrait atteindre entre 5 400 et 5 500 USD, tandis que le secteur manufacturier et de transformation devrait représenter environ 24,96 % du PIB. L'inflation est prévue à environ 4,5 % et la productivité du travail devrait augmenter d'environ 8,5 %. Le Gouvernement vise également un renforcement de la collecte des impôts et la mobilisation des fonds publics parallèlement aux investissements privés afin de faire progresser les infrastructures stratégiques et les projets de développement. La politique monétaire restera flexible, les autorités s'engageant à maintenir les coûts d'emprunt et le taux de change stables afin de garantir aux entreprises un accès à des capitaux abordables. Le Gouvernement prévoit également de maintenir une surveillance stricte des marchés de l'or et de l'immobilier, de continuer à promouvoir la consommation intérieure, de stimuler le tourisme et d'élargir les opportunités d'exportation via les accords de libre échange.

Budget d'Etat : Les recettes dépassent les prévisions mais les investissements publics patinent

Au 31 octobre 2025, les recettes du budget de l'Etat vietnamien ont atteint environ 82,7 Md USD, soit 111 % des prévisions annuelles. Les recettes intérieures demeurent le principal moteur, avec 68,3 Md USD (82 % du montant total des recettes), représentant 112,4 % du plan. Les recettes provenant des droits de douane ont été également supérieures aux attentes, atteignant environ 10 Md USD, soit 112,6 % de l'objectif. En revanche, le décaissement de l'investissement public reste en retard. Sur les 10 premiers mois de l'année, seulement environ 17 Md USD ont été décaissés, soit 51,9 % du plan annuel. Le Trésor prévoit d'accélérer les contrôles et les décaissements d'ici la fin de l'année et de poursuivre l'émission d'obligations gouvernementales pour mobiliser des ressources supplémentaires.

Démographie : « Le vieillissement doit devenir une force pour l'économie » selon un membre du Politburo

Lors d'un forum dédié à l'économie du vieillissement (« silver economy » en anglais), le membre du Politburo et directeur de l'Académie nationale de politique Ho Chi Minh, Nguyen Xuan Thang, a déclaré que le vieillissement prévu de la population devait être utilisé comme une force pour l'économie, alors que la démographie du pays change progressivement. Le vice-président de l'Assemblée a également demandé au gouvernement de développer une stratégie nationale pour l'économie du vieillissement, comprenant des

objectifs pour la croissance du PIB, ainsi que le développement d'infrastructures et de services adaptés. D'autres pistes réglementaires (flexibilité du travail, formation, crédit d'impôts) ont été évoquées. Ce forum intervient dans un contexte où ces enjeux sont de plus en plus pressants dans le pays. Alors que le Politburo a publié la résolution 72 sur l'amélioration de la santé publique en septembre dernier, l'augmentation du nombre de personnes âgées renforce les tensions sur les infrastructures déjà existantes. Aujourd'hui, le Vietnam bénéficie encore de son dividende démographique avec une population active qui continue de croître. Selon la Banque Mondiale, le nombre d'actifs était toujours supérieur au nombre d'inactifs (48 mineurs ou seniors pour 100 personnes en 2024). Or, cette fenêtre d'opportunité démographique se réduit progressivement, plusieurs rapports estimant un retournement de cette situation entre 2039 et 2042. Ce constat incite déjà quelques entreprises à se positionner : VinGroup a ainsi annoncé mi-octobre le lancement de projets immobiliers dédiés via sa filiale Vin NewHorizon.

Thaïlande

Net ralentissement de la croissance au T3 2025, sur fond de repli de l'industrie et de la dépense publique

La croissance thaïlandaise a ralenti à +1,2 % en glissement annuel (g.a.) au T3 2025, après +2,8 % au T2 2025. En glissement trimestriel, il s'agit d'une contraction de -0,6 %. Les activités de services ralentissent à +2,3 % en g.a. au T3, après +3,4 % au T2. L'industrie se contracte à -1,0 % après +0,8 %, sur fond de repli des industries légères et de matières premières. Les activités agricoles décélèrent nettement à +1,2 % au T3, après +6,4 % au T2. Du point de vue de la demande, la consommation privée se maintient à +2,6 % au T3, comme au T2. A contrario, la consommation publique se contracte à -3,9 % au T3, après +2,2 % au T2. L'investissement (FBCF) ralentit nettement, à +1,1 % au T3 après +5,8 % au T2, tiré à la baisse par l'investissement public (+5,3 % au T3 après +10,1 % au T2), tandis que l'investissement privé se maintient (+4,2 % au T3 après +4,1 % au T2). La variation des stocks a contribué à la baisse du PIB, avec une diminution trimestrielle de -4,2 Md USD (-136 Md THB), marquée dans les produits manufacturés et l'or. Les exportations décélèrent, à +6,9 % au T3 après +11,2 % au T2, tirées à la baisse par les exportations agricoles. Les importations ont également décéléré à +4,6 % après +10,9 %. Les importations de marchandises ont cependant augmenté de +7,8 %, portées par les biens de consommation, les biens intermédiaires, notamment électroniques et les biens d'équipement. Pour rappel, les prévisions de croissance de début octobre du ministère des Finances, qui justifiaient le plan de soutien à la consommation, étaient plus optimistes, avec +1,7 % prévu pour le T3 et +0,3 % pour le T4. Ainsi, le ministère des Finances a indiqué être surpris par la baisse des stocks au T3, qui précède des exportations

en hausse de +19 % en octobre, mais écarte le risque de récession technique au T4 compte tenu des mesures de soutien. Le Ministère a également indiqué qu'un droit de douane de 10 % serait mis en place sur les importations de faible valeur (1500 THB ou 44,8 \$) dès 2026.

Plan fiscal de moyen-terme 2027-2030 approuvé par le Cabinet : vers une consolidation budgétaire accélérée

Le Cabinet du Premier ministre a approuvé le plan fiscal de moyen-terme (MTFF) pour les années fiscales 2027 jusqu'à 2030 le 18 novembre 2025. La consolidation budgétaire devrait être accélérée, avec un déficit public sous les 3 points de PIB dès 2029, et un pic de la dette publique pourrait atteindre en 2029 à 69,5 % du PIB, soit juste en dessous du plafond légal actuel fixé à 70 % du PIB. La consolidation s'appuierait d'une part sur un élargissement des recettes, avec la hausse de la TVA à 8,5 % en 2028 puis 10 % en 2030, l'imposition d'une taxe de départ sur les voyages internationaux, la perception de la taxe d'accise sur les produits pétroliers, la révision de la structure des produits nuisibles à l'environnement, la révision de la structure des « taxes sur les vices ». L'efficacité de la collecte des recettes devrait également être améliorée par le registre de données publiques centralisé (data lake) que le gouvernement met en place. D'autre part, la dépense publique serait en baisse, avec une croissance prévue à +0,2 % en 2027, puis à +1,0 % par an jusqu'à 2030, soit inférieure aux hypothèses d'inflation retenues par le MTFF. Conséquemment, les projets d'infrastructures reposeraient davantage sur les financements extrabudgétaires et en partenariat public-privé, et en particulier sur les fonds mutuels d'infrastructures dont le Thailand Future Fund, cité par le MTFF.

Automobile : contraction de la production et de l'export mais hausse des ventes domestiques au T3 2025

La Thaïlande a produit 351 000 véhicules au T3, soit une baisse de -4,3 % en volume en glissement annuel (g.a.) selon l'Association de l'industrie automobile thaïlandaise. Dans le détail, 131 000 véhicules particuliers et 220 000 véhicules utilitaires ont été produits. Les ventes sur le marché thaïlandais se sont établies à 145 000 véhicules, en hausse de 11,1 % en volume. 69 % des ventes domestiques étaient des véhicules particuliers. Les exportations de véhicules depuis la Thaïlande se sont portées à 217 000 véhicules, soit une baisse de -12,8 % en volume en g.a, composées à 71 % de véhicules utilitaires.

Philippines

Digital Economy Package : la France et l'UE financent un projet pour renforcer la résilience climatique et la connexion Internet philippines

Le 5 novembre, les Philippines et l'Union européenne ont signé un accord de financement de 20 M EUR, auquel la France contribue à hauteur de 600 000 EUR, pour financer le Digital Economy Package (DEP). Ce projet prolonge un premier accord conclu en 2023, d'un montant de 10 M EUR, qui avait permis la mise en place d'un centre de données facilitant l'accès et le partage des informations issues du programme européen d'observation de la Terre « Copernicus ». Le DEP vise désormais à développer l'accès en temps réel et à haut débit aux données Copernicus, afin de renforcer la résilience climatique du pays, quatrième le plus exposé aux catastrophes naturelles dans le monde. Il prévoit également un accompagnement politique et réglementaire pour soutenir le déploiement de la 5G aux Philippines et contribuer ainsi à l'amélioration de la connexion Internet.

La Banque asiatique de développement approuve un prêt de 400 M USD pour développer le secteur des assurances aux Philippines

La Banque asiatique de développement (BAsD) a approuvé un prêt de 400 M USD au gouvernement philippin, dans le cadre du « *Insurance Reform Program, Subprogram 1* », afin de soutenir le développement du secteur des assurances dont la pénétration reste limitée (1,79 % du PIB au T2 2025). Cette première phase d'un programme en trois volets de 1,4 Md USD vise à renforcer le cadre réglementaire et le système de supervision du secteur. Conditionné à la mise en œuvre d'un agenda de réformes, le prêt doit ainsi appuyer l'adoption de feuilles de route pour le capital-risque et l'innovation technologique de l'industrie, la libéralisation de certaines activités d'investissement, l'harmonisation avec les normes comptables internationales ainsi que le renforcement de la protection des consommateurs. L'objectif est de favoriser l'émergence d'un marché de l'assurance plus efficace, centré sur le consommateur, technologiquement avancé et mieux préparé à gérer les risques climatiques et les catastrophes naturelles.

Les entrées nettes d'Investissements Directs à l'Etranger (IDE) sur les 8 premiers mois de 2025 chutent de 22,5 % en glissement annuel

Les IDE sur les 8 premiers mois de 2025 ont baissé de 22,5 %, en g.a, passant d'un total de 6,7 Md USD à 5,2 Md USD. Pour le seul mois d'août, cette baisse se creuse de 40,9 %, passant d'un total de 830 M USD en 2024 à 494 M USD. Cette contraction reflète un climat d'incertitude et de perte de confiance des investisseurs lié au scandale de corruption du gouvernement philippin et aux tarifs douaniers de l'administration Trump qui bouleversent le commerce

dans la région. Les secteurs porteurs de l'attraction d'IDE ont été le secteur manufacturier suivi par le commerce de gros et de détail et par l'immobilier. Les principaux pays investisseurs étaient le Japon, suivi par les Etats-Unis et Singapour.

Cambodge

Succès du nouvel aéroport international

Le nouvel aéroport de Phnom-Penh – Kandal Techo International (KTI) –, construit et détenu à 95 % par le conglomérat cambodgien OCIC, rencontre le succès. Situé à 30 km au sud du centre-ville, il est entré en service le 9 septembre dernier. Il a été inauguré le 20 octobre par le premier ministre, mettant fièrement en avant cette splendide infrastructure conçue pour accueillir jusqu'à 13 millions de passagers. Conçu par Foster, il ne manque pas d'allure. Géré par Vinci Airports, ce nouvel aéroport est un outil puissant pour développer le trafic aérien. De nouvelles compagnies ont d'ailleurs ouvert des lignes depuis septembre, comme Etihad ou Turkish Airlines. Et nul doute que Vinci, qui exploitait l'aéroport précédent, montrera son dynamisme et son efficacité. En 2024, l'aéroport international de Phnom-Penh avait accueilli 4,7 millions de passagers. Sur les 10 premiers mois de l'année, ce sont près de 5,7 millions qui sont passés par les aéroports internationaux de Phnom-Penh (l'ancien, puis le nouveau). Une progression de 12 % qui augure bien de la suite.

Conflit frontalier et créances douteuses

Le conflit frontalier avec la Thaïlande a entraîné le retour au Cambodge d'environ 1 millions de travailleurs migrants. Cette main d'œuvre manque en Thaïlande et, temporairement au moins, pèse sur le marché de l'emploi cambodgien. Seuls 30 % d'entre eux auraient trouvé un emploi au Cambodge. Au-delà, cette situation pèse sur les banques et surtout les institutions de microfinance. En effet, chaque année, l'ensemble des cambodgiens travaillant à l'étranger (1,4 million) adressent près de 3 Md USD à leurs familles au Cambodge, soit plus de 6 % du PIB. Ces familles avaient souvent souscrit à des prêts pour faire face aux accidents de la vie ou développer de petites affaires. Faute des transferts des migrants, les familles peinent à rembourser leurs emprunts. Selon un rapport de novembre du Credit Bureau (Cambodia) Co., Ltd (CBC) les retards de remboursement à 90 jours ont crû de 6,4 % en moyenne; de 24 % dans certaines régions frontalières. La situation n'est pas encore aigüe car la majorité des emprunteurs n'ont qu'un seul prêt et les volumes ne sont, à l'échelle du secteur bancaire, pas si élevés. Une situation à surveiller néanmoins.

Laos

Détournements de fonds et enjeu de stabilité pour la Banque centrale

La Banque de la RDP lao (BOL) a révélé une série d'irrégularités graves entre 2021 et 2025 dans le secteur bancaire du pays, avec 181 cas de détournements pour un montant total de 66,86 Md LAK (~3M USD). Le taux de recouvrement limité à 22,96 % souligne la faiblesse des mécanismes de contrôle interne, de suivi comptable et de gestion des risques, malgré un renforcement progressif de la supervision bancaire. Les autorités attribuent ces pertes à des manquements éthiques et à une gouvernance opérationnelle insuffisante, comme en témoignent les 620 sanctions disciplinaires prononcées dans les banques commerciales. Au-delà des détournements, la BOL fait face à un risque de crédit accru : plusieurs entreprises bénéficiant de garanties publiques pour des projets prioritaires n'ont pas honoré leurs remboursements, obligeant la banque centrale à couvrir les intérêts. Par ailleurs, certains établissements ont dépassé les limites réglementaires de concentration des risques, notamment les plafonds liés au capital Tier 1 (prêts accordés à un même emprunteur limités à 25 % des fonds propres de la banque, prêts à des parties liées limités à 50 %), traduisant un manque de discipline prudentielle. Dans ce contexte, la BOL impose désormais des plans d'augmentation de capital, un renforcement des contrôles internes et une consolidation des pratiques de gestion des risques. Ces révélations illustrent des vulnérabilités systémiques persistantes dans un secteur bancaire déjà fragilisé par un endettement élevé, des prêts adossés à des projets publics et une supervision encore perfectible.

Subvention énergétique du gouvernement pour alléger les factures des ménages

À partir de septembre, les ménages laotiens consommant jusqu'à 300 kWh par mois verront leur facture d'électricité diminuer grâce à une subvention publique de 8 à 10 M USD adoptée le 14 novembre. Le soutien porte principalement sur les frais de transmission, qui seront réduits de 260 à 109 LAK/kWh, soit une baisse de moitié. Selon le ministre de l'industrie et du commerce, Malaythong Kommasith, le tarif appliqué à la tranche la plus basse devrait ainsi être ramené à 521–1 063 LAK/kWh, ce qui représente une réduction d'environ 0,7 USD par rapport aux tarifs précédents. Cette mesure vise à protéger les ménages à faibles revenus dans un contexte de forte inflation (4,0 % en g.a. mais +16,7 % sur la composante « logement, eau, électricité et combustible ») et d'augmentation des coûts de production. Elle s'inscrit dans une réforme tarifaire plus large pour 2025-2029, qui prévoit une progression graduelle des prix afin de renforcer la situation financière d'Électricité du Laos, confrontée à des coûts d'exploitation élevés et à un endettement important. Les autorités ont toutefois indiqué que toute hausse future sera échelonnée pour éviter un choc tarifaire et limiter l'impact sur le

pouvoir d'achat des ménages.

Birmanie

Chute de 25,5 % des exportations de terres-rares vers la Chine sur les 10 premiers mois de l'année

Selon l'administration générale des douanes chinoises, les exportations de terres rares depuis la Birmanie vers la Chine se sont établies à 31,6 kT de janvier à octobre 2025, soit une baisse en volume de -25,5 % en glissement annuel (g.a.). En valeur, ces exportations ont représenté 786 M USD, soit une baisse de -7,3 % en g.a. Ce recul poursuit la tendance 2024, où les exportations ont baissé à 44,3 kT (-38 %) et 818 M USD (-41 %), après l'année record de 2023, à 72,0 kT et 1,4 Md USD. L'essentiel des terres rares birmanes sont extraites dans l'Etat de Kachin, où l'intensification des affrontements entre l'armée de la junte et l'Armée pour l'indépendance kachin (KIA) cause perturbations logistiques et volatilité des prix.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr